

L'ONU ENTAME DES DISCUSSIONS APRES L'ACCORD FRANCO-AMERICAIN SUR LE CESSEZ-LE-FEU

Début de la fin de l'agression israélienne au Liban ?

La diplomatie semble reprendre l'initiative. La France et les Etats-Unis sont tombés d'accord hier sur un projet de résolution devant demander l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a aussitôt entamé des consultations en vue d'adopter le texte. Il est attendu que la réunion débouche dès aujourd'hui à un appel au cessez-le-feu.

C'est la présidence ghanéenne du conseil qui avait fait savoir que dès 19 heures GMT, les discussions allaient commencer. Auparavant, une source proche de la présidence française avait révélé que Français et Américains avaient réussi à dépasser leurs profondes divergences pour tomber enfin d'accord sur un projet de résolution.

«Un accord a été trouvé entre Français et Américains sur le projet de résolution sur le Proche-Orient préparé par la France pour demander un arrêt complet des hostilités et travailler à un cessez-le feu permanent et à une solution à long terme. Le texte doit être présenté samedi au Conseil de sécurité des Nations unies par le représentant de la France avec le souci de dégager le plus large», a annoncé l'Élysée.

Le gouvernement libanais a fait savoir hier que les Etats-Unis sont favorables désormais à une «cessation des hostilités», puis à la constitution d'une force renforcée de l'ONU qui se déploiera avec l'armée libanaise au Liban-Sud, ouvrant la voie au retrait de l'armée israélienne.

Une option défendue par Paris depuis le début du conflit. Le gouvernement libanais n'est cependant pas d'accord avec ce calendrier.

S'il souhaite d'abord le cessez-le-feu, il veut ensuite le retrait israélien, puis le déploiement de l'armée libanaise et de la Force intérimaire des Nations unies (Finul), actuellement déployée au Liban-Sud, et le retour des déplacés. Le renforcement des forces de l'ONU se fera ultérieurement.

250 raids et 4000 obus en une journée

Pas de répit au Liban. L'armée israélienne a poursuivi pour le 25^e jour consécutif ses attaques. Les Libanais ont vécu hier la «pire journée» depuis le début de l'agression israélienne. L'armée a effectué 250 raids aériens et tiré 4

000 obus. La ville de Tyr, située à environ 80 kilomètres au sud de Beyrouth, a été particulièrement visée. Le village d'Aitaroun, proche de la frontière israélienne, a été détruit. En l'espace de quelques heures, 2 000 obus se sont abattus sur lui. D'autres villages qui se trouvent pas loin de la frontière libano-israélienne ont subi le même sort.

Ces raids vont s'intensifier. L'aviation israélienne a largué hier des tracts au Liban-Sud annonçant qu'elle allait bombarder des positions du Hezbollah. La population a été sommée de quitter les lieux. Après une pseudo trêve qui n'a pas été respectée, les affrontements entre le Hezbollah et l'armée ont redoublé de férocité.

L'aide humanitaire est difficilement acheminée tandis que le Liban ne dispose que de quelques jours de réserves de carburant.

Le Hezbollah frappe à 40 km de Tel-Aviv

Ripostant aux attaques de l'armée israélienne, le Hezbollah a bombardé la ville de Hadera, à 40 kilomètres de Tel-Aviv, avec une salve de roquettes. Dans la journée d'hier, 35 roquettes ont été tirées à partir du Sud-Liban. Onze de ces roquettes ont visé la banlieue nord de Haïfa.

Selon une source policière, les sirènes d'alarme ont retenti hier matin à Acco (Saint Jean d'Acre), Safed et Carmiel, en Galilée.

La veille, le Hezbollah avait tiré 220 roquettes sur le nord d'Israël, tuant trois civils et en blessant huit autres.

Plus de 2 500 roquettes ont été tirées sur le nord d'Israël provoquant un exode d'un quart de million d'habitants et tuant trente civils dont douze dans les trois derniers jours, depuis le début de l'agression israélienne.

Dans une interview à paraître aujourd'hui, le Premier ministre israélien Ehud Olmert n'exclut pas que l'armée israélienne tente de liquider Hassan Nasrallah. «Les règles de comportement normales à observer dans un conflit avec un ennemi ne sont pas valables dans le cas du Hezbollah.



Plus que quelques jours de réserves de carburant

Soumis à un blocus terrestre, aérien et maritime, le Liban est coupé du monde et commence à manquer de tout. Hier, le gouvernement libanais a lancé un appel pressant à la Turquie pour lui acheminer des produits pétroliers.

«Le Liban demande à se faire approvisionner d'urgence en produits pétroliers par voie terrestre depuis la Turquie», a fait savoir le ministre du Commerce extérieur, Kursad Tuzmen, expliquant que cette demande était justifiée par «la baisse significative des stocks de pétrole libanais. Des compagnies turques travaillent actuellement sur cette question. Il semble que les livraisons se feront via la Syrie. Nos compagnies évoquent la question avec les autorités syriennes», a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Énergie avait dans un premier temps expliqué que son pays avait suffisamment de réserves. Il a été rapidement contredit par le dirigeant du syndicat libanais des stations-service, Sami Brax qui avait évalué vendredi à cinq ou six jours les réserves d'essence au Liban, tout en affirmant que la Syrie contribuerait à approvisionner le pays pour répondre à la demande intérieure. Hier, le ministre de la Santé libanais a lancé un véritable SOS.

Il a affirmé que les hôpitaux libanais n'ont plus qu'une semaine de carburant, en raison de l'offensive israélienne. «Les hôpitaux n'ont plus qu'une semaine de carburant, ou moins.

Beaucoup devront fermer», a-t-il déclaré, ajoutant que «c'est une question très urgente.

Nous avons entamé des contacts pour résoudre ce problème. Même si nous obtenions des livraisons de carburant maintenant, le problème ne serait pas résolu. Les routes sont détruites, et les ponts sont écroulés, et nous ne pouvons pas transporter le mazout vers les régions».

Les routes impraticables, les secours n'arrivent pas

Depuis le 12 juillet, date du début de l'agression israélienne, l'armée a détruit 73 ponts, 72 bretelles et 6 800 unités d'habitations. Les principaux ponts le long du littoral entre le Liban-Sud et Beyrouth et entre la capitale libanaise et le Liban-Nord ont été détruits. Les ponts sur la route de montagne reliant Beyrouth à Damas ont également été anéantis. L'aviation israélienne a bombardé vendredi quatre ponts sur la voie littorale rapide entre Beyrouth et le nord du pays, essentiels à la circulation entre le Liban et la Syrie. Ces raids ont coupé un «cordon ombilical» pour l'acheminement de l'aide humanitaire et ont interrompu des évacuations vers la Syrie. Conséquence de ce blocus, les couloirs humanitaires supposés soulager les souffrances des Libanais s'avèrent inefficaces. L'aide humanitaire que l'Algérie devait acheminer hier n'a pu être transportée. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité nationale a annoncé que les avions

transportant les aides humanitaires vers le Liban s'envoleraient au plus tard dimanche matin. Le décollage des avions algériens a en effet été reporté. Les négociations se poursuivaient hier.

Le retard du décollage des avions gros porteurs de l'Armée nationale populaire, immobilisés depuis jeudi dernier sur le tarmac de l'aérodrome militaire de Boufarik, est dû «à la saturation du corridor aérien sécurisé Amman-Beyrouth» affecté à l'acheminement des aides humanitaires, par voie aérienne, vers la capitale libanaise, a expliqué à l'APS une source du département de Ould Abbès.

993 morts et 3 322 blessés

Après 25 jours de combats, les bombardements israéliens au Liban ont fait au moins 993 morts et 3 322 blessés. Au moins 904 civils, dont 30% d'enfants de moins de 12 ans, ont péri, ainsi que 29 militaires et gendarmes libanais depuis le début de l'offensive, a indiqué la Commission des secours du gouvernement libanais. Le conflit a en outre coûté la vie à quatre observateurs de l'ONU et à un membre de la Force intérimaire des Nations unies (Finul). Le nombre des blessés s'élève à 3 322 au Liban, selon la Commission des secours. Le bilan de la Commission des secours porte sur «des cadavres identifiés et ne tient pas compte des personnes qui se trouvent toujours sous les décombres», précise-t-on auprès de cette commission.

Aucun chiffre de victimes n'était disponible dans la banlieue sud de Beyrouth, un bastion du Hezbollah où des quartiers entiers ont été pilonnés, et des victimes se trouvent sous les débris d'au moins une trentaine de maisons au Liban-Sud, selon la défense civile.

Par ailleurs, les affrontements ont fait plus de 915 672 déplacés, dont 220 000 ont quitté le territoire libanais, selon la Commission des secours. Ce chiffre comprend les quelque 100 000 étrangers ou binationaux qui ont été évacués.

La Ligue arabe en réunion extraordinaire

Dans l'objectif de soutenir un plan global de sortie de crise, une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe sur le Liban doit se tenir lundi à Beyrouth. La réunion ministérielle a pour but de «soutenir le plan global» proposé par le Premier ministre libanais Fouad Siniora.

Ce plan prévoit le renforcement de la Finul, la mise du secteur frontalier des Fermes de Chebaa, occupé par Israël, sous-juridiction onusienne et la réactivation de l'accord d'armistice libano-israélien de 1949, après la proclamation d'un cessez-le-feu et l'échange de prisonniers entre le Hezbollah et Israël.

Un cessez-le-feu réclamé par tous mais que personne n'arrive à imposer. Hier, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a une nouvelle fois appelé à l'arrêt des combats au Liban. «Les bombardements se poursuivent et les infrastructures ont été détruites.

Cela ne peut pas continuer plus longtemps. C'est pourquoi une nouvelle fois je lance un appel pour que cessent les hostilités. J'espère que dans les prochains jours sera adoptée une résolution qui demandera aux parties belligérantes d'arrêter les hostilités et qu'elle sera suivie dans peu de temps par une seconde résolution pour que la communauté internationale puisse déployer des forces».

En visite à Beyrouth, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient a pour sa part déclaré : «Nous voulons clore pour toujours les violences terribles de ces trois dernières semaines. Les défis auxquels fait face le Liban sont bien plus importants que nous ne le pensions.»

N. I. / Agences